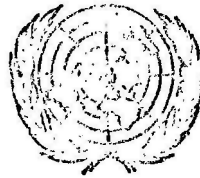




NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/2413/Add.1

31 juillet 1953

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Huitième session

DOCUMENTS
INDEX UNIT MASTER

AUG 26 1953

6

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS EN VERTU
DE L'ARTICLE 73 e) DE LA CHARTE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Aperçu des tendances générales dans les Territoires
administrés par le Royaume-Uni 1/

1/ Le présent aperçu est également soumis au Comité des renseignements
relatifs aux territoires non autonomes

TABLE DES MATIERES

	Page
Conditions économiques	3
Plans de développement	7
Conditions sociales	10
Enseignement	14
Coopération internationale et régionale	16
Accords internationaux	19

Aperçu des tendances générales dans les
Territoires administrés par le Royaume-Uni

1. Aux termes de la Section C de l'avant-propos du Schéma révisé, les Etats membres sont invités à fournir une description des principes et des mesures pratiques mettant en lumière les tendances générales dans les territoires dont il s'agit, afin de permettre au Comité spécial des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de passer en revue les progrès accomplis dans les territoires pour ce qui est des questions visées à l'Article 73 e) de la Charte. Donnant suite à cette demande, le Royaume-Uni a communiqué l'étude qu'il a publiée sur la situation dans les territoires coloniaux en 1952 et 1953. Le présent aperçu a été rédigé d'après les renseignements contenus dans cette étude. ^{1/}

I. CONDITIONS ECONOMIQUES

2. Bien que les prix de nombreux produits coloniaux (notamment le caoutchouc, le coprah et le sisal) aient fortement baissé, par rapport aux prix maximums de 1951 et que la valeur des échanges ait fléchi, la demande mondiale a été suffisante pour maintenir, dans les territoires producteurs, à la fois la production elle-même et une situation financière favorable. Les revenus ont continué à être élevés, atteignant 357 millions de livres sterling, alors que les dépenses étaient de 327 millions de livres. Les réserves ont augmenté et les gouvernements ont été en mesure de financer un programme élargi de développement, en majeure partie avec leurs propres fonds.

3. Pour la période de dix ans qui prendra fin le 31 mars 1956, des crédits, totalisant 140 millions de livres sterling, ont été ouverts au titre des Colonial

^{1/} Royaume-Uni : The Colonial Territories 1952-1953 (Cmd. 8856), Londres, 1953. Lorsque des renseignements plus détaillés donnés dans cet ouvrage semblent être particulièrement importants, on a indiqué en notes la référence exacte.

Development and Welfare Acts. Sur ce montant, on a dépensé environ 14 millions en 1952-53, ce qui porte le total des dépenses effectuées depuis 1945 au titre des plans de développement économique et social à environ 70 millions de livres sterling.

4. En outre, les subventions accordées en 1952 aux territoires qui ont dû faire face à des difficultés spéciales se sont élevées à 9.904.000 livres sterling et les emprunts lancés sur la place de Londres par les gouvernements de ces territoires ont atteint 22.000.000 de livres sterling contre 18,5 millions en 1951.

5. A la fin du mois de mars 1953, la Colonial Development Corporation (Société de développement colonial) avait investi, dans 57 projets concernant ces territoires, un capital global de 44,5 millions de livres sterling. ^{1/}

6. La valeur des exportations coloniales a de nouveau dépassé celle des importations, mais l'excédent est beaucoup moins important qu'en 1950 et 1951; pour la première fois depuis la fin de la guerre, la valeur totale des échanges a fléchi par suite d'une réduction du commerce de Hong-kong et des régions malaises. Le volume global des exportations de produits primaires a été très proche de celui de 1951 et, sur la base 1948 = 100, on estime actuellement que le niveau de ces exportations est à l'indice 118 pour 1952, contre 117 pour 1951 et 90 pour 1936. Il est probable que le volume des importations a dépassé légèrement celui de 1951.

7. Si les modifications survenues dans les importations et les exportations expliquent les changements importants ou soudains qu'a subis la balance des paiements des territoires coloniaux, il faut également tenir compte d'un certain nombre de transactions portant sur des éléments invisibles tels que : fret, voyages, dépenses du gouvernement métropolitain, donations, subventions, intérêts, profits et dividendes. Le tableau suivant donne le total des transactions effectuées avec la zone sterling et les autres zones pour l'ensemble des territoires, sauf pour le territoire d'Hong-kong, où, par suite des difficultés techniques, il n'est possible de dresser une balance de paiements. ^{2/}

^{1/} Voir loco citato, pp. 34 à 36

^{2/} Voir pages 30 à 32.

Balance des paiements au titre des transactions courantes

	1950			1951			1952 (chiffres provisaires)		
	Zone <u>sterling</u>	Autres <u>zones</u>	<u>Total</u>	Zone <u>sterling</u>	Autres <u>zones</u>	<u>Total</u>	Zone <u>sterling</u>	Autres <u>zones</u>	<u>Total</u>
	(en millions de livres sterling)								
Importations (fob)	-369	-227	-587	-467	-395	- 862	-512	-334	-846
Exportations (fob)	+372	+418	+790	+569	+591	+1.160	+499	+471	+970
Ventes d'or au Royaume-Uni		+ 10	+ 10		+ 9	+ 9		+ 2	+ 2
Autres transactions (valeur nette)	<u>- 77</u>	<u>+ 4</u>	<u>- 73</u>	<u>-121</u>	<u>- 8</u>	<u>- 129</u>	<u>- 67</u>	<u>- 7</u>	<u>- 74</u>
Solde	- 65	+205	+140	- 19	+197	+ 178	- 80	+132	+ 52

8. Par rapport aux excédents de 140 millions de livres sterling et de 178 millions de livres que l'on a enregistrés respectivement en 1950 et en 1951 au titre des transactions courantes, et qui correspondaient à un accroissement substantiel de l'actif sterling de la balance coloniale pendant ces deux années, l'excédent de 52 millions de livres enregistré en 1952 était faible. L'excédent pour les zones autres que la zone sterling, qui, de 1950 à 1951, n'avait guère subi de changement, puisque l'accroissement des importations avait presque compensé celui des recettes d'exportations, a diminué en 1952, mais il a encore contribué de façon importante au gain réalisé par la zone sterling dans son ensemble. Le déficit à l'égard de la zone sterling, qui tend à devenir une caractéristique normale de la balance coloniale des paiements, avait presque disparu en 1951 parce que les recettes d'exportations avaient subi un accroissement soudain, mais il a fortement augmenté de 1951 à 1952.

9. Une des mesures les plus importantes que l'on ait prises en faveur du développement colonial consiste en une nouvelle série de prévisions pour la formation de capital concernant la création de nouveaux éléments d'actif par le gouvernement et les autres pouvoirs publics, les entreprises commerciales et les particuliers. La construction d'habitations dans les villages, et les outils fabriqués par les artisans locaux ne rentrent pas dans ce cadre. Les renseignements donnés ici portent sur des chiffres bruts, et comprennent les remplacements et l'entretien. Le tableau suivant réunit des évaluations détaillées pour la

plupart des plus grands territoires, ainsi que des évaluations approximatives pour les autres.

Evaluations relatives à la formation du capital brut

<u>Types de capitaux (avoirs)</u>	<u>1948</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
	(en millions de livres)			
Machines importées (valeur à l'installation)	90	105	125	155
Production locale de machines (prix à l'installation)	5	5	5	5
Construction et travaux publics	70	85	100	130 ^{a/}
Développement des plantations et des mines (non compris les bâtiments et l'équipement)	<u>25^{b/}</u>	<u>15^{b/}</u>	<u>10</u>	<u>10</u>
TOTAL	190	210	240	300

a/ Pour 1951, l'étude a signalé séparément les constructions d'habitation, qui représentent près de la moitié de ce total.

b/ Ces chiffres comprennent les dépenses de reconstruction en Malaisie.

10. Il est intéressant de comparer l'importance relative de la formation du capital aux colonies avec la formation du capital brut au Royaume-Uni. Dans ce pays, la formation de capital brut était environ sept fois plus importante que dans l'ensemble des territoires coloniaux en 1948-1950, environ six fois plus en 1951, et environ cinq fois plus en 1952. En raison du caractère très simplifié des données ci-dessus, le rapport qui existe entre la formation du capital brut et le revenu national fournit une meilleure comparaison. Dans le cas du Royaume-Uni, ce rapport a été (à quelques variations près) de 14 pour 100 au cours de la période de quatre ans qui va de 1948 à 1951, contre 13 pour 100 environ dans les territoires coloniaux au cours de la période correspondante. Ce dernier chiffre est établi d'après la somme des évaluations du revenu national dont on disposait et des estimations approximatives des autres éléments, à l'exclusion de la production de subsistance pour les territoires africains.

II. PLANS DE DEVELOPPEMENT

11. L'augmentation du volume des matières premières disponibles a permis de pousser la réalisation des plans de développement économiques et sociaux à longue échéance. Plusieurs gouvernements ont revu et modifié leurs plans, en accordant généralement une plus grande importance au développement de la production. Cette politique est conforme aux conclusions de la Conférence économique du Commonwealth qui a demandé à ses membres de s'appliquer surtout à réaliser un développement qui contribue directement à améliorer la balance des paiements; en même temps, elle a reconnu que, dans les pays insuffisamment développés, il fallait continuer à prendre des mesures pour relever radicalement les niveaux de vie, faute de quoi le développement économique serait impossible. ^{1/}
12. Les dépenses prévues par les différents plans se montaient à un total dépassant 470.833.000 livres sterling, dont 83.537.000 provenaient du Colonial Development and Welfare Funds (Fonds de développement économique et social des colonies), 164.000.000 de livres provenaient d'emprunts et 222.884.000 livres de ressources locales.
13. Les autorités responsables ont adopté de nouveaux plans pour Antigua, le Honduras britannique et les îles Vierges britanniques. Les gouvernements de la Nigeria, de la Gambie, du Kenya, d'Aden, de Montserrat et de La Barbade ont tous révisé leurs plans de développement économique. Ceux de la Rhodésie du Nord, de Chypre, des Seychelles, des Fidji et de l'île Maurice ont examiné la question de la révision de leurs plans respectifs.
14. Les efforts entrepris pour accroître la production des denrées alimentaires et celle des minéraux se sont poursuivis. La Colonial Development Corporation (Société de Développement colonial) a consenti un prêt de plus de un million de livres sterling pour financer une société de développement de la culture du riz en Guyane britannique. A la Jamaïque, les bovins de la race Hope-Jersey élevés sur place se sont si bien adaptés qu'ils constituent maintenant une race distincte. Des stations expérimentales de pisciculture ont été établies dans le Kenya

^{1/} Voir pp. 33 à 57

et l'Ouganda et, dans la Fédération malaise, les habitants exploitent un millier d'étangs. En ce qui concerne les ressources en minéraux, on procède actuellement à des forages dans la Nigeria et à La Barbade et les pouvoirs publics ont accordé des permis d'exploration dans les Bahamas, le Protectorat de la Somalie et à la Jamaïque. Dans le Brunéi, on a foré 24 nouveaux puits de pétrole; on recherche actuellement les minerais radio-actifs dans tout le Territoire et l'on a découvert en Afrique plusieurs gisements nouveaux de niobium.

15. Les industries n'ont cessé de bénéficier de mesures d'encouragement, surtout dans les Antilles : dans la plupart des territoires de cette région, (ainsi que dans la Nigeria et dans la Côte de l'Or), il existe des lois qui accordent aux nouvelles industries des dégrèvements d'impôts et des exemptions en matière de douane. Les autorités d'un nombre plus grand de territoires ont créé des organisations statutaires pour favoriser le développement industriel. On a créé, à la Jamaïque et dans l'Ouganda, des sociétés de développement industriel et, à Antigua, un conseil de développement industriel. La Côte de l'Or possède déjà une société de ce genre et, dans la Nigeria, dans la Rhodésie du Nord et au Sierra-Leone, des conseils statutaires accordent des prêts aux petites entreprises industrielles sur les fonds que le Gouvernement met à leur disposition. A l'île Maurice, la question de la création d'une société de développement est à l'étude.

16. La fabrication du ciment occupe toujours une place importante dans l'activité industrielle. A la Jamaïque et dans l'Ouganda, on a mis en service de nouvelles usines cette année; on envisage ou l'on a entrepris la construction d'usines à la Trinité, en Malaisie et au Kenya. Les plans des usines que l'on doit construire dans la Côte de l'Or et dans la Nigeria font encore l'objet de négociations. La plupart des autres usines existantes appartiennent aux industries de transformation, comme celles des conserves alimentaires et les petites industries de biens de consommation qui pourvoient aux besoins des marchés locaux.

17. L'amélioration des sources d'énergie et des communications donne une impulsion à l'activité économique. Le premier stade du projet d'usine hydro-électrique d'Owen Falls dans l'Ouganda, touche à sa fin. On a créé une Commission préparatoire pour étudier plus à fond le projet d'usine hydro-électrique sur la Volta (Côte de l'Or) qui coûterait 144 millions de livres sterling. Dans la Fédération malaise, on a mis en service le premier élément d'une grande centrale thermique.

Enfin, on envisage en Rhodésie du Nord la construction d'une centrale hydro-électrique sur le Kafue, qui coûterait 27,6 millions de livres sterling.

18. Dans le domaine des communications, on a entrepris des travaux dans le nouveau port de Tema (Côte de l'Or) et l'on a terminé une partie des grands travaux destinés à développer le port de Takoradi. On espère que le nouveau quai construit en eau profonde à Freetown (Sierra-Leone) sera mis en service à la fin de 1953 et l'on va construire à Aden un nouveau port pour l'expédition du pétrole. Les communications aériennes ont été améliorées, notamment grâce à l'inauguration du service "Comet" vers Singapour, où l'on construit un nouvel aéroport de 4,5 millions de livres sterling, par la création d'un service quotidien reliant Londres et l'Afrique occidentale et par la mise en service d'une nouvelle ligne entre la Guyane britannique et le Brésil.

19. En plus des plans financés à l'aide des fonds prévus par les Colonial Development and Welfare Acts et des ressources locales, la Colonial Development Corporation (Société de développement colonial) s'est appliquée à poursuivre l'exécution des plans existants et elle en a approuvé trois nouveaux. Il a été convenu d'affecter un capital supplémentaire de plus de 6 millions de livres sterling à la réalisation des plans existants. Cette somme comprenait 518.000 livres sterling destinées au Kulai Oil Palms Estate, en Malaisie; 1.451.500 livres pour l'entreprise Borneo Abaca; 136.000 livres pour le Fort George Hotel, dans le Honduras britannique; 277.000 livres pour le Falkland Islands Freezer; 802.000 livres pour l'abattoir de Lobatsi et le Molopo Holding Ranch, dans le Betchouanaland; 174.000 livres pour la British Guiana Timbers Limited; 2.760.000 livres destinées à la seconde tranche du prêt consenti au Malayan Electricity Board, et 87.550 livres au même organisme pour un prêt à la construction ^{1/}.

20. Les trois nouveaux plans approuvés étaient les suivants :

i) Développement de la culture du riz dans la Guyane britannique; la British Guiana Rice Development Company a obtenu un prêt de 1.041.668 livres sterling, ainsi que des moyens financiers supplémentaires saisonniers jusqu'à concurrence de 250.000 livres sterling.

ii) Aéroport de Grand Cayran; ce plan comporte un emprunt de 55.500 livres sterling destiné à couvrir le coût d'aménagement d'un aéroport.

iii) Ubombo Ranches, Swaziland; un prêt de 85.000 livres sterling est destiné aux nouveaux travaux d'irrigation.

^{1/} Voir pages 35 et 36.

III. CONDITIONS SOCIALES

21. En septembre 1952, le nombre des syndicats enregistrés dans les Territoires était de 1.325, groupant environ 865.000 membres, contre 1.220 syndicats et 737.000 membres en septembre 1951. Le mouvement syndical sous sa forme actuelle a encore besoin de consolider sa position, en améliorant son organisation et en développant parmi ses membres une meilleure compréhension des principes et de la pratique d'un syndicalisme judicieux. Dans la Fédération malaise, on a enregistré certaines tendances à la fusion et à la réduction des nombreux syndicats qui s'occupent des travailleurs ayant des emplois analogues. Dans le même ordre d'idées, un autre fait encourageant a été la première conférence annuelle du Conseil des syndicats de Singapour, qui a eu lieu en novembre et à laquelle assistaient 62 délégués représentant 30 syndicats. Le programme d'enseignement et de formation intéressant à la fois les fonctionnaires du Ministère du travail et les syndicalistes s'est poursuivi sous diverses formes : cours donnés sur place à des groupes dans certaines régions, cours de formation dans le Royaume-Uni, cours par correspondance et octroi de bourses. Depuis 1949, environ 165 fonctionnaires, recrutés sur place ou en dehors des Territoires, ont suivi des cours de trois mois dans le Royaume-Uni. Un cours a été organisé à La Barbade pour les syndicalistes des Antilles, et le University College des Antilles a reçu au titre du Colonial Development and Welfare un subside spécial destiné à organiser des conférences sur les relations professionnelles. En Malaisie et à Singapour, a eu lieu une série de cours de formation pour les dirigeants syndicalistes et des cours donnés dans la langue locale ont été organisés, dans la Fédération malaise, par le Trade Union Adviser's Department. Un syndicaliste de Singapour a reçu une bourse ouvrière de l'UNESCO pour aller étudier en Grande-Bretagne, et des syndicalistes de Malaisie ont assisté aux cycles d'étude sur l'instruction des ouvriers, que l'UNESCO a organisés en France. Des membres des syndicats de Malaisie et de Hong-kong ont suivi des cours au nouveau Collège des syndicats de la Confédération internationale des syndicats libres, de Calcutta, et des ouvriers venant de différents Territoires ont suivi dans le Royaume-Uni, des cours de formation organisés par le Congrès des Trade Unions.

22. On a continué à encourager les consultations mixtes dans les ateliers et dans les usines, et des conseils industriels mixtes ont été créés dans le port de Kingston, en Jamaïque, ainsi que parmi les dockers de Mombasa, au Kenya. A la suite d'un accord sur les salaires, les travailleurs de l'industrie du pétrole de la Trinité ont bénéficié d'augmentations du salaire horaire et hebdomadaire; l'indemnité de vie chère a été intégrée à leur salaire de base et les dix jours fériés leur sont désormais payés intégralement. Dans l'industrie du caoutchouc de la Fédération malaise, à la base navale de Singapour, dans les mines de cuivre de la Rhodésie septentrionale et dans les mines des îles Fidji, les négociations et l'arbitrage sur les barèmes des salaires ont abouti à des augmentations^{1/}.

23. Dans les professions où le système des négociations collectives n'a pas encore été introduit, les salaires ont continué, dans une certaine mesure, à être fixés par la loi; un conseil des salaires industriels a été créé au Kenya. Une Chambre des travailleurs du commerce de détail a été instituée dans la Côte de l'Or, et un comité consultatif des salaires a été créé dans l'île Maurice pour les conducteurs et les contrôleurs d'autobus.

24. Des lois relatives au travail ont été promulguées dans plusieurs Territoires pendant la période qui fait l'objet du présent rapport. A Sarawak, on a adopté une loi codifiant la législation antérieure relative à la protection des travailleurs, notamment des femmes et des enfants; à Chypre, la loi régissant l'emploi des mineurs comme domestiques a été amendée, et une ordonnance a été prise pour réglementer l'emploi et le recrutement des ouvriers des ports; les autorités de Sarawak ont pris une ordonnance sur les congés hebdomadaires, analogue à celle qui existe à Singapour et dans la Fédération malaise; en Guyane britannique, une loi a habilité le Gouverneur à assurer des congés payés aux travailleurs de toutes les professions; un règlement sur le travail dans les usines et des règlements relatifs à la déclaration des accidents ont été promulgués respectivement à Saint-Vincent et dans le Honduras britannique^{2/}.

25. Dans le domaine de l'assurance sociale, un programme d'assurance-accidents fondé sur un système de cotisations a été mis en vigueur à Gibraltar; une loi

^{1/} Voir pages 78 et 79.

^{2/} Voir page 80.

sur les accidents du travail a été adoptée dans les îles Salomon sous contrôle britannique; les autorités de Hong-kong et celles du protectorat de la Somalie sont en train de mettre au point des projets de lois sur ce même sujet. Un fonds de pension de vieillesse a commencé à fonctionner dans les îles Falkland, et une caisse de prévoyance pour les employés vient de s'ouvrir dans la Fédération malaise. On a étudié la possibilité de mettre sur pied à Singapour un système de prestations de retraite; à Chypre, on a procédé à une enquête spéciale sur les besoins du pays en matière de sécurité sociale; à Antigua, le comité qui avait été nommé pour examiner la possibilité d'instaurer un programme d'assurances sociales a publié son rapport.

26. La Confédération internationale des syndicats libres a décidé d'ouvrir un bureau à La Barbade pour la zone des Caraïbes; elle a nommé un représentant spécial pour l'Afrique occidentale, et une école supérieure de formation syndicaliste pour l'Asie a commencé à fonctionner à Calcutta. L'Organisation internationale du Travail a accordé des bourses à des fonctionnaires de la Côte de l'Or; un expert du BIT va étudier l'artisanat et les petites industries dans la Fédération malaise, et des syndicalistes choisis dans les Territoires de l'Extrême-Orient ont eu la possibilité de faire des études dans des établissements régionaux de formation professionnelle en Asie^{1/}.

27. Des progrès ont été enregistrés dans le développement des sociétés coopératives. Dans les régions rurales de la Fédération malaise, il y a actuellement pour les seuls Malais environ 830 sociétés dont la plupart sont des sociétés coopératives de crédit, et il a été créé cette année 193 nouveaux magasins coopératifs. Des fonctionnaires chinois ont été recrutés et formés pour répandre le mouvement parmi les colons des nouveaux villages. A Sarawak, le nombre des sociétés est passé de 79 à 109; deux fonctionnaires ont été envoyés à Ceylan et un autre dans le Royaume-Uni pour y recevoir une formation. A Hong-kong, le nombre des sociétés est passé de 3 à 10; ces sociétés écoulent plus de 35 pour 100 des légumes du Territoire. Dans l'Ouganda, le Gouvernement a acquis les cinq premières des filatures de coton afin de les transférer à des coopératives africaines. Le nombre des sociétés enregistrées dans l'Ouganda est actuellement de 584. Dans la Côte de l'Or, où l'écoulement coopératif des

^{1/} Voir pages 80 et 81.

produits constitue l'activité principale, les coopératives ont commercialisé pendant la saison 1952-1953 des quantités de cacao supérieures à tous les chiffres atteints jusqu'alors. On a créé une fédération coopérative de la Côte de l'Or, qui est une institution d'enseignement. En Nigéria, on compte pour la région occidentale, 469 sociétés enregistrées, dont 314 s'occupent de l'écoulement des produits du sol, et 102 se consacrent à l'épargne, aux emprunts et au crédit; dans la région orientale, il y a 625 sociétés. Des unions coopératives ont été organisées dans ces deux régions. En Jamaïque le nombre des sociétés enregistrées est passé à 92; il existe 10 sociétés de types divers dans les plantations de sucre. A La Trinité, le nombre des sociétés enregistrées est de 28; celui des sociétés de crédit agricole est passé de 212 à 260. En Guyane britannique, il existe actuellement 227 sociétés dont la plupart s'occupent d'épargne et de crédit. A Chypre, 42 nouvelles sociétés ont été enregistrées portant ainsi le nombre total à 684 sociétés, qui groupent environ 107.000 membres; la Banque centrale coopérative, qui comprend maintenant 423 sociétés, a émis des emprunts sur produits d'un montant supérieur à 1.500.000 livres, et a approvisionné les cultivateurs, notamment en engrais, pour une somme de 480.000 livres. Dans l'île Maurice, le nombre des sociétés de crédit à responsabilité illimitée est passé à 142 et celui des sociétés d'épargne et de crédit à 38. La Banque centrale coopérative de l'île Maurice groupe actuellement 126 sociétés et son capital est de 204.192 roupies. L'Union coopérative de l'île Maurice a été enregistrée pendant l'année^{1/}.

28. En vue de renforcer davantage les services consultatifs du Gouvernement central, un petit groupe d'experts en matière de logement, d'urbanisme et d'architecture, a été officieusement constitué pour aider le Secrétaire d'Etat à donner à l'administration des Territoires des conseils judicieux d'ordre technique.

29. Dans le domaine de la santé, l'emploi de nouveaux remèdes et de nouveaux insecticides a continué à donner de bons résultats. La malaria, que l'on a réussi à éliminer dans l'île de Chypre, a presque disparu dans l'île Maurice et n'existe virtuellement plus à Singapour. La lutte contre cette maladie a fait en Guyane britannique et dans la Fédération malaise des progrès appréciables.

^{1/} Voir pages 50 et 51.

La campagne de vaccination au BCG, dans laquelle l'OMS et le FISE jouent un rôle important, a aidé à combattre la tuberculose. Les sulfones ont transformé la situation en ce qui concerne la lèpre. On lutte de plus en plus efficacement contre la maladie du sommeil. En fait, on a enregistré des progrès encourageants dans la lutte contre presque toutes les maladies endémiques et épidémiques.

30. On a porté une attention plus soutenue à l'oncocercose, qui est l'une des causes principales de cécité en Afrique. Un groupe de recherches constitué et financé par la British Empire Society for the Blind (Société de l'Empire britannique pour le secours aux aveugles) a entrepris une étude de deux ans dans la Côte de l'Or et dans la Nigeria; d'autre part, une campagne massive au DDT contre la mouche porteuse du germe dans l'Ouganda a abouti à le faire disparaître pendant trois mois.

31. On ne connaît pas encore avec précision les chiffres exacts des naissances, des décès et des mouvements de population dans la plupart des Territoires; mais la comparaison des résultats des recensements actuels avec ceux qui avaient été effectués précédemment montre qu'en moyenne, pendant les vingt dernières années, le taux annuel d'augmentation de la population a été d'environ 1,5 pour 100 en Nigeria et dans la Côte de l'Or, d'environ 1,5 pour 100 dans l'Afrique orientale, de 2,5 pour 100 dans la Rhodésie du Nord et de plus de 2,5 pour 100 en Guyane britannique, dans le Honduras britannique, à la Trinité, dans l'île Maurice, en Malaisie et aux îles Fidji. Dans tous ces derniers territoires, le pourcentage des naissances est élevé (entre 36 et 50 pour 1000) et le pourcentage brut de décès est faible (entre 10 et 18 pour 1000). Les résultats provisoires du recensement de la Nigéria indiquent que la population du pays dépasse 30 millions d'habitants, alors que les évaluations précédentes donnaient un chiffre d'environ 26 millions d'habitants^{1/}.

IV. ENSEIGNEMENT

32. Toutes les régions importantes des Territoires non autonomes ont actuellement leurs universités : il existe ainsi des universités à Hong-kong et en Malaisie, et des "collèges" d'enseignement supérieur dans les Antilles, dans l'Afrique orientale, dans la Nigeria et la Côte de l'Or. L'Afrique centrale constitue une exception, mais une commission chargée de donner son avis sur la

création d'établissements d'enseignement supérieur pour les Africains de cette région a présenté son rapport sur cette question. D'autre part, le nombre des étudiants originaires des colonies qui font des études dans le Royaume-Uni est passé à 6.300, parmi lesquels 1.443 sont titulaires de bourses^{1/}.

33. Dans les Territoires africains, la publication d'une étude relative à l'instruction en Afrique a suscité un grand intérêt; c'est la première étude approfondie que l'on ait faite, depuis les années qui ont immédiatement suivi 1920, de la politique et du système de l'enseignement. Elle contient les rapports des deux groupes qui se sont rendus dans les parties orientale et occidentale de l'Afrique centrale pour étudier sur place les problèmes en question, et elle résume les débats dont ces rapports ont fait l'objet lorsque des délégations de tous les Territoires africains sous administration britannique ont tenu une conférence à Cambridge en septembre 1952.

34. On reconnaît de plus en plus qu'il est important de donner une instruction aux filles : témoin l'ouverture, par le Gouvernement, de la première pension pour filles dans le protectorat de la Somalie, la création d'une nouvelle école technique pour filles à Hong-Kong, l'admission des filles à l'Ecole centrale de médecine pour le Pacifique, et la mise en chantier d'une école secondaire publique de jeunes filles dans l'île Maurice. Il convient également de mentionner la création d'une nouvelle école secondaire à Aden, l'achèvement de 10 nouvelles écoles primaires et de 2 nouvelles écoles secondaires à Singapour, la construction de 28 nouvelles écoles et de 8 maisons de maîtres à Chypre, ainsi que la formation, dans le Royaume-Uni, de 300 maîtres appelés à enseigner dans la Fédération malaise.

35. Parmi les progrès que l'on a constaté dans le domaine de l'éducation des adultes et du développement des collectivités, il faut noter la création, à Makerere College, dans l'Ouganda, d'un Département des services annexes, et l'organisation, à la Jamaïque, d'un cycle d'études sur l'éducation des adultes dans les Caraïbes. La mise en oeuvre d'un programme de cinq ans, financé au moyen de 500.000 livres prélevées sur les bénéfices de la vente du coton, a donné une nouvelle impulsion aux efforts visant à développer l'instruction des collectivités de l'Ouganda; dans la Nigeria le nombre des projets entrepris sur

^{1/} Voir pages 63-72.

l'initiative des communautés locales a augmenté de façon sensible^{1/}

V. COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE

36. La FAO a créé un service mondial de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et des dispositions ont été prises pour que la plupart des territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni collaborent avec ce service. La FAO coopère plus étroitement avec l'Organisation pour la lutte antiacridienne dans les régions désertiques de l'Afrique orientale (Desert Locust Control Organization in East Africa). Dans le domaine de la nutrition, la coopération s'est affirmée au cours de réunions consacrées à l'étude du kwashiorkor qu'ont tenues successivement, en Gambie, la Commission pour la coopération technique en Afrique au sud du Sahara, et la FAO et l'OMS^{1/}.

37. Des représentants des Territoires non autonomes ont assisté à la 35ème session de la Conférence internationale du Travail, à la Conférence technique des régions asiatiques (Asian Regional Technical Conference) consacrée à la protection des jeunes travailleurs, et à la 2ème session de la Commission du travail dans les plantations.

38. La 3ème session du Comité régional de l'OMS pour le Pacifique occidental s'est tenue à Saïgon en septembre; la délégation du Royaume-Uni était dirigée par le Directeur des services médicaux de Singapour, qui était accompagné de conseillers venant de Hong-kong, du Bornéo du Nord et de la Fédération malaise. La 2ème session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique s'est tenue à Monrovia (Libéria) en juillet et en août, avec la participation d'une délégation du Royaume-Uni ayant à sa tête l'inspecteur général des services médicaux de la Nigeria, assisté de conseillers venant de la Rhodésie septentrionale et de la Côte de l'Or. En octobre, le Bureau régional pour l'Afrique a établi son siège permanent à Brazzaville. En septembre, le Conseil de direction de l'Organisation sanitaire panaméricaine, agissant en qualité de comité régional de l'OMS pour les Amériques, a tenu sa sixième réunion à La Havane; la délégation que le Royaume-Uni avait envoyée à cette réunion était dirigée par le conseiller médical auprès du Development and Welfare Organization

^{1/} Voir pages 113-115.

des Antilles, qui était accompagné de conseillers venant de la Jamaïque et de la Trinité.

39. Parmi les réunions régionales tenues sous les auspices de l'UNESCO et auxquelles les Territoires non autonomes étaient représentés, il faut citer le Cycle d'études des animateurs de mouvements de jeunesse qui a eu lieu à Rangoon en octobre, une réunion d'experts qui s'est tenue à Jos dans la Nigeria, en novembre, pour étudier l'emploi, dans l'enseignement, des langues de l'Afrique par rapport à la langue anglaise, et la conférence de l'Asie du Sud et du Sud-Est pour l'instruction obligatoire qui a eu lieu à Bangkok en décembre.

40. Les groupes de Territoires de l'Afrique orientale et de l'Afrique occidentale sont devenus les premiers membres associés de l'UIT. Un représentant du groupe de l'Afrique orientale a assisté à la conférence de plénipotentiaires qui s'est tenue à Buenos-Aires d'octobre à décembre.

41. Un office régional du FISE a été établi à Brazzaville en octobre; cet office, ainsi que l'Office régional de l'OMS pour l'Afrique, permettra d'établir entre les deux organisations et les administrations des Territoires intéressés une collaboration plus étroite afin d'élaborer les projets d'assistance technique. Dans les Antilles, le FISE a affecté aux programmes de lutte contre les insectes des crédits d'un montant de 45.000 dollars pour la Jamaïque, de 38.000 dollars pour la Trinité et Tobago, de 27.000 dollars pour Grenade et de 25.000 dollars pour Sainte-Lucie; il a également ouvert un crédit de 8.000 dollars pour la lutte contre la tuberculose à la Trinité. Dans le Honduras britannique, le FISE a affecté 16.000 dollars à l'achat de produits laitiers dans le cadre du programme d'alimentation à l'école. En Extrême-Orient, parmi les programmes organisés par le FISE, il faut noter une campagne de vaccination au BCG, et une allocation de 10.000 dollars destinée à l'achat de savon au titre d'un programme de soins aux mères et aux enfants de Hong-kong.

42. La création d'un secrétariat permanent, situé à Londres, a donné une nouvelle impulsion à l'activité de la Commission pour la coopération technique en Afrique au sud du Sahara. Pendant la période considérée, la CCTA a organisé à Prétoria une conférence consacrée aux recherches sur l'habitat; une conférence sur les problèmes de la nutrition, à Fajara (Gambie), à laquelle assistaient des observateurs de la FAO, de l'OMS et du Centre international de l'enfance; et la

troisième Conférence inter-africaine du Travail, à Bamako, en janvier 1953^{1/}.

43. Des représentants des Territoires non autonomes de l'Asie du Sud-Est se sont rendus à la session que le Conseil pour la coopération technique du Plan de Colombo a organisée en février 1953 en vue de déterminer sa politique. Les Territoires de Malaisie et du Bornéo britannique, qui forment un groupe de membres associés de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, étaient représentés aux réunions des sous-comités des routes, des chemins de fer et de l'énergie électrique, à celles du Comité des transports intérieurs, à la troisième Conférence régionale de statisticiens, au Groupe de travail de l'artisanat et des petites industries, à la 5ème session du Comité de l'industrie et du commerce, et à la 9ème session plénière que la Commission a tenue en janvier-février à Bandung (Indonésie). La deuxième Conférence pour le développement commercial, qui a eu lieu à Manille en mars, a reçu la visite de représentants des Territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni qui sont situés dans la région.

44. La Commission des Caraïbes a concentré son attention sur l'agriculture, l'industrie forestière, les pêcheries, le développement industriel et l'habitat. Une conférence sur l'économie domestique et l'éducation en matière de nutrition (Home Economics and Education in Nutrition) s'est réunie en juillet à La Trinité, sous les auspices de la Commission et de la FAO.

45. La Commission du Pacifique-Sud a entrepris un programme de recherches en vue de déterminer la possibilité de créer un établissement central de formation professionnelle qui desservirait la région dans son ensemble.

46. On trouvera des renseignements relatifs à l'assistance technique dans le document A/AC.35/L.138.

^{1/}Voir pages 115-118.

VI. ACCORDS INTERNATIONAUX

47. Les autorités de presque tous les Territoires non autonomes dont le Gouvernement de Sa Majesté assure les relations internationales ont accepté d'introduire dans leurs Territoires la Convention de sauvegarde des droits de l'homme adoptée par la Conseil de l'Europe. Le Gouvernement de Sa Majesté vient de ratifier un Protocole annexé à la Convention, et les autorités des Territoires ont été invitées à étudier la possibilité d'adopter ce Protocole.
